Cahiers d'histoire

**45-4 | 2000
Elites et conflits**

Les conflits des élites locales dans la France moderne : le cas breton

James Collins

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/398>
DOI : 10.4000/ch.398
ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2000
ISSN : 0008-008X

Référence électronique

James Collins, « Les conflits des élites locales dans la France moderne : le cas breton », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 45-4 | 2000, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/398> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.398>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Les conflits des élites locales dans la France moderne : le cas breton

James Collins

RÉSUMÉS

Les élites locales françaises, comme leurs homologues de l'Europe moderne, durent s'accommoder du pouvoir central. En Bretagne, les élites se servirent d'une assemblée représentative pour partager le contrôle de leur société politique. L'élite urbaine française choisit une alliance directe avec le prince, au sein de l'administration royale ; l'élite urbaine bretonne, comme dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest, préféra une alliance avec la noblesse dans une assemblée. Le roi, comme l'évolution du système politique de la ville de Nantes le montre, préféra une alliance avec ses officiers aux moments difficiles, mais fut beaucoup plus favorable au contrôle des autres élites — à Nantes, l'élite marchande — en temps normal. Aux États de Bretagne, bien que la noblesse moyenne ait vu dans des aristocrates, y compris le roi, les chefs-nés de son ordre, la tension fut permanente entre la *gentry* et les grands, ces frères ennemis. La noblesse bretonne développa ainsi un État qui ressemble beaucoup à celui de la Pologne : une utopie nobiliaire où les États gardèrent le vote de l'impôt et où les cours préservaient l'intégrité des coutumes locales. Dans ce paradis des nobles, les seigneurs tinrent la main sur leurs sujets et une milice nobiliaire garantit la paix des campagnes. La Bretagne présente un bon exemple du rôle joué par les institutions dites nobiliaires, telles que les États de Bretagne et le Parlement, dans la création d'une nation de citoyens. Les nobles insistaient toujours sur le droit des citoyens de participer au système politique. Leur définition du citoyen n'est pas la nôtre, ni celle des hommes de 1789, mais on ne peut nier l'importance de la survivance du principe même. En Bretagne, on n'avait jamais oublié ce principe ; le Tiers-État breton, en 1788-89, ne demanda pas un nouveau principe des droits du citoyen, mais un

changement de la définition du mot citoyen, héritage imprévu et peut-être surprenant des conflits des élites bretonnes des XVI^e et XVII^e siècles.

French local elites, like those elsewhere in early-modern Europe, had to accommodate themselves to the power of the central state. In Brittany, elites used a representative assembly to share the control of their political society. The French urban elite chose an alliance with the prince, within the royal administration; the Breton one, like those in most of Europe, preferred to use an assembly to ally with the nobility. As the evolution of the political system of Nantes suggests, the king preferred an alliance with his officers in troubled times, but left control to other elites (in Nantes, the merchants) in quieter ones. At the Estates of Brittany, even though the middling nobility viewed the aristocrats, including the king, as the natural heads of their order, there remained a tension between the gentry and the *grands*. The Breton nobility thus developed a State that greatly resembled Poland-Lithuania : a sort of noble utopia where the Estates kept the right to vote taxes and local courts maintained customary law. In this noble paradise, lords controlled their peasants subjects and a noble militia kept order in the countryside. Brittany provides a fine example of the role played by so-called noble institutions, such as the Estates and Parlement of Brittany, in the creation of a nation of citizens. Nobles always insisted that citizens had the right to participate in the political system. Their definition of a citizen differed from ours, and from that of the men of 1789, but one cannot belittle the survival of the principle itself. The Bretons never forgot this principle : in 1788-89, the Third Estate of Brittany did not demand a new principle, the rights of the citizen, but a change in the definition of the word citizen, an unexpected, and perhaps surprising heritage of the conflicts among 16th — and 17th — century Breton elites.

INDEX

Mots-clés : Conflits, Elites, Histoire politique, Histoire sociale, Noblesse

Index chronologique : Ancien Régime